

“NOUS ALLONS PAYER UN PILLAGE DE LA PLANÈTE”

Professeur d'économie, expert en sciences sociales, Jean Gatel a été secrétaire d'État entre 1983 et 1986, chargé notamment de l'économie sociale auprès du Premier ministre Laurent Fabius. Il a été également vice-président du conseil général du Vaucluse entre 1988 et 1994. Dans un récent ouvrage *L'Économie sociale et solidaire : un nouveau modèle de développement pour retrouver l'espoir*, il poursuit son combat en faveur de la transition écologique et d'un changement de paradigme dans l'économie.

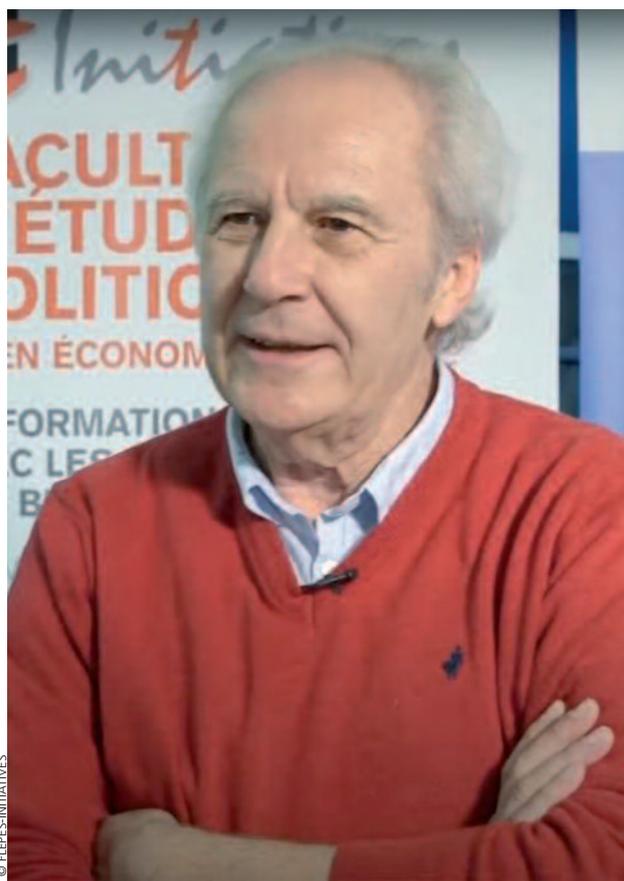
PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-LOUIS SANCHEZ

Le Jas : Dans votre dernier ouvrage, vous nous faites part de vos inquiétudes sur l'avenir de nos sociétés. La crise actuelle renforce-t-elle vos convictions ?

Jean Gatel : Plus que jamais. Car comme je l'ai souvent dénoncé, le système de production dominant, le néo-libéralisme et le productivisme à outrance qu'il génère, ont rompu le lien entre l'homme et son environnement naturel. La pandémie de Covid-19 illustre cette rupture: le virus a été apporté par des espèces chassées de leur milieu naturel. Et je crains que ce ne soit que le début d'une mauvaise série. Et cette crise n'est pas la plus grave. Car on ne trouvera pas de vaccin pour arrêter le réchauffement climatique mortifère, avec la fonte des glaciers, l'érosion des littoraux, la raréfaction de l'eau. Nous payons un pillage de la planète, qui continue sans que personne ne s'en préoccupe. Nous pourrions aussi parler d'un autre pillage, celui de populations condamnées à vivre dans la totale précarité. Il faut absolument, pendant qu'il en est encore temps, changer de modèle de développement.

Le Jas : Quelles sont les pistes que vous défendez pour s'engager dans un monde harmonieux et plus respectueux de l'environnement ?

J.G. : Il faut progressivement rompre avec un système qui repose sur l'exploitation des hommes et de la nature, et le remplacer par un mode de développement solidaire et durable. Le seul modèle alternatif qui



© FLEPES-INITIATIVES

Jean Gatel, lors de la conférence «Le développement de l'ESS : une urgence pour la cohésion sociale» co-organisée par la Faculté Libre d'Études Politiques et en Économie Solidaire (FLEPES-INITIATIVES), l'Observatoire national de l'action sociale (ODAS) et le Réseau national de l'économie sociale et solidaire (RENESS).

existe et qui a montré sa pertinence et son efficacité est celui de l'économie sociale et solidaire. Il repose sur d'autres principes : le primat de l'humain, le respect écologique, la non-lucrativité, la responsabilité, la démocratie au cœur même des entreprises. Par ailleurs, il est urgent de repenser notre modèle de consommation alimentaire, parier sur le local, les produits du terroir, les circuits courts, les coopératives de vente gérées par les producteurs ou les citoyens. Il est urgent de faire reculer l'hyper capitalisme commercial par tous les moyens d'auto-organisation de la société civile. Nous devons devenir acteurs de notre destin économique et non spectateurs des errances du capitalisme mondialisé. De même il faut progressivement que les salariés puissent devenir propriétaires de leurs entreprises. Jamais il n'y a eu autant de créations de coopératives de production en Scop ou en SCIC.

“
Le seul modèle alternatif qui existe et qui a montré sa pertinence et son efficacité est celui de l'économie sociale et solidaire.
 ”

Le Jas : En ce qui concerne l'économie sociale et solidaire, thème central de votre livre, vous préconisez une évolution législative. Laquelle ?

J.G. : Ce sont les associations gestionnaires dans l'économie sociale et solidaire qui souffrent le plus depuis plusieurs décennies. Elles emploient pourtant plus de deux millions de salariés, dont une grande partie dans le domaine sanitaire et social, sans compter des secteurs clés pour le maintien du lien social tels l'éducation populaire, la culture, le sport, la formation, l'insertion, la lutte contre les exclusions et la précarité. Le tissu associatif est le ciment de la République et la politique actuelle le méprise : fin des contrats aidés, recours systématiques aux appels à projets, réglementation absurde et dangereuse, fiscalité aveugle qui ne tient pas compte de la nature juridique du prestataire de services... La liste est longue des



coups bas savamment distillés, alors que jamais les associations n'ont été autant sollicitées pour maintenir l'équilibre d'une société en lambeaux. Révoltant aussi le développement de "pseudo" associations qui prospèrent sur le marché du Care et qui se régalent, avec la complicité des pouvoirs publics, à absorber d'autres associations et cela sans vergogne et sans contrôle.

Le Jas : Vous craignez une dénaturation de l'économie sociale et solidaire, avec le développement de nouvelles formules d'entrepreneuriat social. Pouvez-vous nous en dire plus ?

J.G. : Je suis un farouche défenseur de l'entrepreneuriat et l'ai montré lors de mon exercice de secrétaire d'État chargé de l'économie sociale et du développement local. Il est un phénomène de société. L'entrepreneuriat social est très bien défini dans la loi de juillet 2014. Inutile de changer l'obligation d'obtenir le label Esus (Entreprise solidaire d'utilité sociale). Le cahier des charges est clair : primat de la solidarité et du respect environnemental, lucrativité limitée et gouvernance démocratique. Il faut s'en tenir à la loi, l'appartenance à l'ESS nécessite l'obligation de ce label, il n'y a pas à discuter cette obligation juridique. Mais il faut être vigilant, car la loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) adoptée en 2019 a essayé de brouiller les cartes. Certains libéraux veulent faire croire qu'en verdissant un peu le capitalisme, il deviendra vertueux. Ce discours est prégnant chez nos dirigeants actuels. C'est pourquoi il faut constamment rappeler que l'ESS n'est pas soluble dans un système qui bafoue toutes ses valeurs historiques. Je plaide pour une économie sociale et solidaire de la transformation et non de la réparation. Ce n'est pas dans l'air du temps, mais il faut résister. Le mode de développement actuel est condamné car il nous mène au néant civilisationnel. J'aime bien cette citation de Gramsci : "Il faut toujours opposer au pessimisme de l'intelligence l'optimisme de la volonté". ■